



Renforcer la résilience des économies africaines: Réponses des politiques macroéconomiques à la pandémie de COVID-19 en Afrique

Séminaire de réflexion en ligne

Organisée par l'Institut africain de développement (IAD), Groupe de la Banque africaine de développement

Date : mercredi 29 avril 2020

Heure : 14 h00 – 18 h 00 (heure d'Abidjan)

I. CONTEXTE

Les répercussions immédiates et sans précédent de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes de santé, les économies, les échanges commerciaux, les cultures et les sociétés aux niveaux mondial, régional et national ont suscité un intérêt considérable dans le monde entier et dans les différents pays. Les secteurs public et privé, les individus et les communautés s'efforcent de répondre à l'impact de la pandémie

Bon nombre de pays ont adopté des mesures sans précédent mais inégales pour endiguer la propagation du virus, chacun selon sa capacité. Les pays se sont concentrés à juste titre sur des stratégies de réponse immédiate pour aplatir la courbe de la maladie par des mesures de prévention et de confinement non médicamenteuses – notamment l'hygiène personnelle, la distanciation sociale et la restriction de l'activité économique à différents degrés. Plusieurs pays ont fermé leurs frontières, engagé des mesures inédites d'assouplissement des politiques monétaires et budgétaires pour aider les citoyens, les entreprises et les institutions publiques à faire face à la crise, chacun selon ses capacités. Les pays en développement sont, une fois de plus, exposés à un besoin sans précédent de recourir à l'aide extérieure (sous forme de dons et de prêts) pour répondre à la crise. En effet, si la pandémie de COVID-19 est un défi supranational, les individus, les entreprises et les pays se confinent (et se font concurrence pour les ressources) pour se protéger.

De nouvelles preuves suggèrent que les mesures non médicamenteuses ont un fort potentiel pour ralentir la contagion, réduire les taux de mortalité et minimiser les pressions sur les infrastructures sanitaires nationales existantes. Toutefois, leur impact immédiat sur les moyens de subsistance individuels, la vie communautaire, les économies nationales, les systèmes sociaux et la coopération mondiale est devenu un sujet de discussion politique à divers niveaux. La pandémie a relancé les débats sur l'adéquation, les asymétries et les contradictions de l'ordre mondial actuel. Nombreux sont ceux qui établissent des parallèles avec ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale, qui a donné naissance aux institutions de Bretton Woods. Tout est sujet à débat : les vertus relatives des systèmes de santé centralisés ou régionalisés ; les arbitrages entre l'économie et la santé publique, le bien-fondé de la mondialisation, de la glocalisation ou du nationalisme ; les avantages et les

inconvenients de l'autoritarisme, du confucianisme, de la démocratie et du populisme ; la valeur d'une chaîne de valeur mondialisée, régionalisée ou nationalisée, etc.

Alors que les pays continuent, à juste titre, de porter leurs efforts sur l'aplatissement de la courbe de la maladie et sur la recherche d'un vaccin et d'un traitement thérapeutique, il convient d'examiner les enseignements à tirer de la pandémie de COVID-19 et des stratégies de riposte pour les économies et les sociétés humaines. Comme l'a si bien décrit Son Excellence le Président Emmanuel Macron, « *Cette période nous aura beaucoup appris. Beaucoup de certitudes, de convictions sont balayées. Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant. Nous serons plus forts moralement. Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes les conséquences, toutes les conséquences.* »¹ « *Nous nous embarquons dans l'impensable. Nous sommes tous confrontés au besoin profond d'inventer quelque chose de nouveau, car c'est tout ce que nous pouvons faire...Mais cela va changer la nature de la mondialisation avec laquelle nous vivons depuis 40 ans...* »². De même, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a indiqué que : « *Dans tout ce que nous faisons pendant et après cette crise, nous devons mettre l'accent sur l'édification d'économies et de sociétés plus égales, plus inclusives et plus durables, qui soient plus résistantes face aux pandémies, aux changements climatiques et aux nombreux autres défis mondiaux que nous devons relever - Après la crise de la COVID-19, le relèvement doit ouvrir la voie à une économie différente.* »³

Si le discours stratégique actuel semble être axé sur la relance de l'ordre néo-libéral - la « réouverture de l'économie » - pour ainsi dire, le coup d'arrêt brutal porté à la « mondialisation » et à « l'économie de marché » dans le contexte de la COVID-19 soulève de nombreuses questions concernant la pertinence et la résilience de l'ordre économique contemporain. Au-delà des chiffres générés par plusieurs modélisateurs et analystes sur les répercussions de la COVID-19 sur les économies nationales, régionales et mondiales, il y a lieu de faire une synthèse coordonnée des enseignements tirés et des implications de tous les efforts en cours au titre des politiques post-COVID-19 sur la pérennité de notre avenir commun. En effet, les conséquences économiques, politiques et sociales à court, moyen et long termes de la pandémie ne sont pas encore bien cernées. Aux niveaux mondial, continental et national, il est nécessaire d'envisager des stratégies clés de riposte stratégique coordonnées pour aplatir la courbe de la pandémie et faire face aux effets externes qui en découlent sur les plans social, économique et environnemental à court, moyen et long termes. Par ailleurs, il y a lieu de réfléchir aux moyens de renforcer et/ou de repenser complètement l'architecture de la coopération mondiale, de l'intégration continentale et de la planification nationale afin de mettre en place des systèmes sanitaires, économiques et sociaux plus résilients dans la période postérieure à la COVID-19.

¹ <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/11/coronavirus-who-will-be-winners-and-losers-in-new-world-order#img-1> (accessed 14 April 2020).

² <https://www.ft.com/content/3ea8d790-7fd1-11ea-8fdb-7ec06edeef84>

³ <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impact-covid-19>

II. Une communauté mondiale de pratiques (G-CoP) sur les stratégies de réponse à la COVID-19

En réponse, l'Institut africain de développement (IAD) du Groupe de la Banque africaine de développement a créé une communauté mondiale de pratiques (G-CoP) pour faciliter la synthèse des connaissances et le dialogue sur les politiques afin d'éclairer les réponses stratégiques des pays membres régionaux (PMR) africains aux questions de stratégie à court, moyen et long terme liées à la pandémie de COVID-19. La G-CoP sera hébergée dans un environnement collaboratif interactif virtuel (VICE) sous les auspices de l'Académie virtuelle de développement des capacités (VCDA) de l'IAD, qui comprendra ⁴:

1. Une communauté virtuelle certifiée d'experts et de praticiens issus du Groupe de la Banque africaine de développement, de gouvernements, de groupes de réflexion, d'universités et d'organisations de développement en Afrique et dans le monde ;
2. Un dépôt virtuel de publications et d'articles d'opinion pertinents sur les politiques et pratiques en matière de réponse à la COVID-19 en Afrique et dans le monde ;
3. Des webinaires/séminaires en ligne réguliers pour réfléchir sur les études de cas émergentes de bonnes et mauvaises pratiques et les enseignements tirés ;
4. Des études de cas ciblées par pays sur les stratégies à court, moyen et long terme visant à construire une économie plus résistante à même de tenir face aux futurs chocs exogènes tels que la pandémie de COVID-19 ; et
5. Une place de marché virtuelle interactive dotée d'une fonction « demandez aux experts » pour permettre aux décideurs politiques d'accéder à des services de conseil technique rapides en temps réel.

III Gouvernance :

La G-Cop sera coordonnée par l'Institut africain de développement (IAD) du Groupe de la Banque africaine de développement. Toutefois, les institutions membres de la G-CoP et les agences gouvernementales sont invitées à participer, à organiser et à accueillir des webinaires, des séminaires et des dialogues sur les politiques autour de thématiques d'intérêt pour aider les États membres africains à faire face à la COVID-19 à court, moyen et long terme. Toutes les réunions seront animées en consultation avec les membres du personnel de l'IAD qui géreront la plateforme G-CoP et aideront à générer des produits du savoir et notes d'information sur les politiques, le cas échéant.

IV. PREMIER SÉMINAIRE PROPOSÉ

L'Institut africain de développement (IAD) organise, sous les auspices du G-CoP, le premier séminaire sur le thème : « *Renforcer la résilience des économies africaines : réponses des politiques macroéconomiques à la pandémie de COVID-19 en Afrique* ».

⁴ Le schéma de l'Académie virtuelle de développement des capacités sur la COVID-19 figure à l'annexe 1.

Dans un récent article du Financial Times, M. Ken Ofori-Attah, ministre des Finances du Ghana - un expert mondial des politiques macroéconomiques et budgétaires - a posé la question suivante : « *Que fait le ministre des Finances d'un pays africain dans le contexte actuel ?... [...] À penser à l'impasse dans laquelle se trouve l'Afrique, j'ai la gorge toute nouée. [...]. J'ai, d'un seul coup, perdu plus de 1 milliard d'USD de recettes alors que les taxes intérieures ne font que baisser, aggravées en cela, par les pertes de productivité et d'emplois [...]*⁵. Son interrogation témoigne de l'agacement des ministres des Finances et des citoyens de nombreux pays en développement.

En général, les avantages du néolibéralisme, de la mondialisation et de la libéralisation des marchés ont été, au mieux, inégalement répartis (annexe 2). La capacité des pays à faire face à la pandémie de COVID-19 suit le même schéma⁶. Les pays en développement n'ont pas les capacités nécessaires pour déployer des mesures de relance massives à l'échelle requise pour sauver leurs économies du choc et des effets secondaires de la pandémie de COVID-19.

Une lueur d'espoir pour les pays africains réside dans les institutions multilatérales de développement. La Banque africaine de développement a récemment approuvé une facilité de réponse rapide (CRF) à la COVID-19 dotée de 10 milliards d'USD pour aider les pays à désamorcer les effets néfastes de la pandémie⁷. Le Fonds monétaire international a également annoncé la mise en place d'un mécanisme de réponse rapide d'urgence d'une valeur de 1 000 milliards d'USD, dont certains pays africains ont déjà bénéficié⁸. La Banque mondiale a affecté environ 55 milliards d'USD aux interventions entrant dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 en Afrique⁹.

Le séminaire réunira des experts et des praticiens mondiaux des politiques macroéconomique, budgétaire et monétaire afin d'aborder spécifiquement une question complexe comme celle posée par le ministre des Finances du Ghana : *Que devraient faire les ministres des Finances des pays africains et les gouverneurs des banques centrales dans le contexte actuel ?*

Questions spécifiques à aborder :

1. Comment les pays africains devraient-ils mettre en œuvre les mesures de distanciation sociale et autres mesures barrières recommandées par l'Organisation mondiale de la santé pour inverser la courbe de la COVID-19 ?
2. Quelles sont les réponses de politique macroéconomique, budgétaire et monétaire que les pays africains mettent en œuvre ou envisagent de mettre en œuvre et dans quelle mesure sont-elles pertinentes et efficaces pour faire face à l'impact immédiat, à court, moyen et long terme de la pandémie ?

⁵ https://www.ft.com/content/1ab41f68-7e30-11ea-82f6-150830b3b99a?accessToken=zwAAAXGI7G0Akc8atB9ofjAR6tOC9hUIMLO5mg.MEUCIAq_VROwM698HELX7rIoE2HsZZ7HL6ox_byW9YYi5jN0AiEAvtjROJKEElvMxKMmWOaBDm1jNop4X3bMO7ekjGBFtQQ&sharetype=gif&token=c67ba657-9b10-4a17-ae67-f49ea2aebc07

⁶ Le niveau des mesures de relance budgétaire prises par les seuls États-Unis (plus de 2 000 milliards d'USD) est supérieur au PIB des pays d'Afrique subsaharienne réunis (1 800 milliards d'USD) en 2018. Il n'est donc pas surprenant que la moyenne des mesures de relance budgétaire annoncées par les gouvernements africains jusqu'à présent ne représente que le pourcentage insignifiant de 0,8 % du PIB, soit un dixième du niveau des économies avancées.

⁷ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-group-unveils-10-billion-response-facility-curb-covid-19-35174>

⁸ <https://blogs.imf.org/2020/03/04/potential-impact-of-the-coronavirus-epidemic-what-we-know-and-what-we-can-do/>

⁹ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/17/pr20168-world-bank-group-and-imf-mobilize-partners-in-the-fight-against-covid-19-in-africa>.

3. Quelles réponses de politique macroéconomique, budgétaire et monétaire les gouvernements africains devraient-ils mettre en œuvre pour atténuer efficacement l'impact des mesures non médicamenteuses recommandées par l'Organisation mondiale de la santé, telles que le confinement, pour les citoyens, les entreprises et les économies nationales ?
4. Quelles sont les éventuelles implications des stratégies de réponse, y compris l'assouplissement de la politique monétaire et les mesures de relance budgétaire massives mises en place en réponse à la COVID-19 sur les économies africaines, et que devraient faire les pays pour couvrir les risques éventuels d'hyperinflation ou de stagflation dans une ère post-COVID-19 ?
5. Quels enseignements peut-on tirer de pandémies antérieures similaires et de la crise financière mondiale de 2008-2009 ainsi que de la COVID-19 pour accélérer les ODD, l'Agenda 2063 et la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine ?
6. Quels enseignements précis faut-il tirer pour éclairer le développement des chaînes de valeur dans des secteurs clés, notamment ceux de la santé, de l'agriculture et de l'énergie, et réduire la vulnérabilité des pays aux chaînes de valeur mondiales ?
7. Quels types de partenariats internationaux les pays africains devraient-ils envisager dans l'ordre mondial post-COVID-19 ?
8. Comment la Banque africaine de développement peut-elle intervenir dans le cadre de ses Cinq grandes priorités (High 5) pour renforcer les capacités de résilience sectorielle des pays africains afin de : Nourrir l'Afrique, Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines ?

VII. PARTICIPATION :

La participation au séminaire électronique se fait strictement sur invitation. Un groupe sélectionné d'institutions piliers, d'experts mondiaux et de praticiens recevra des invitations spéciales en qualité d'animateurs de discussion/amorceurs de conversation et de participants au séminaire. Les animateurs de discussion soumettront un bref document de réflexion sur chaque question avant le séminaire et feront une introduction de 5 minutes pour lancer la conversation.

VIII. APPEL AUX PARTICIPANTS

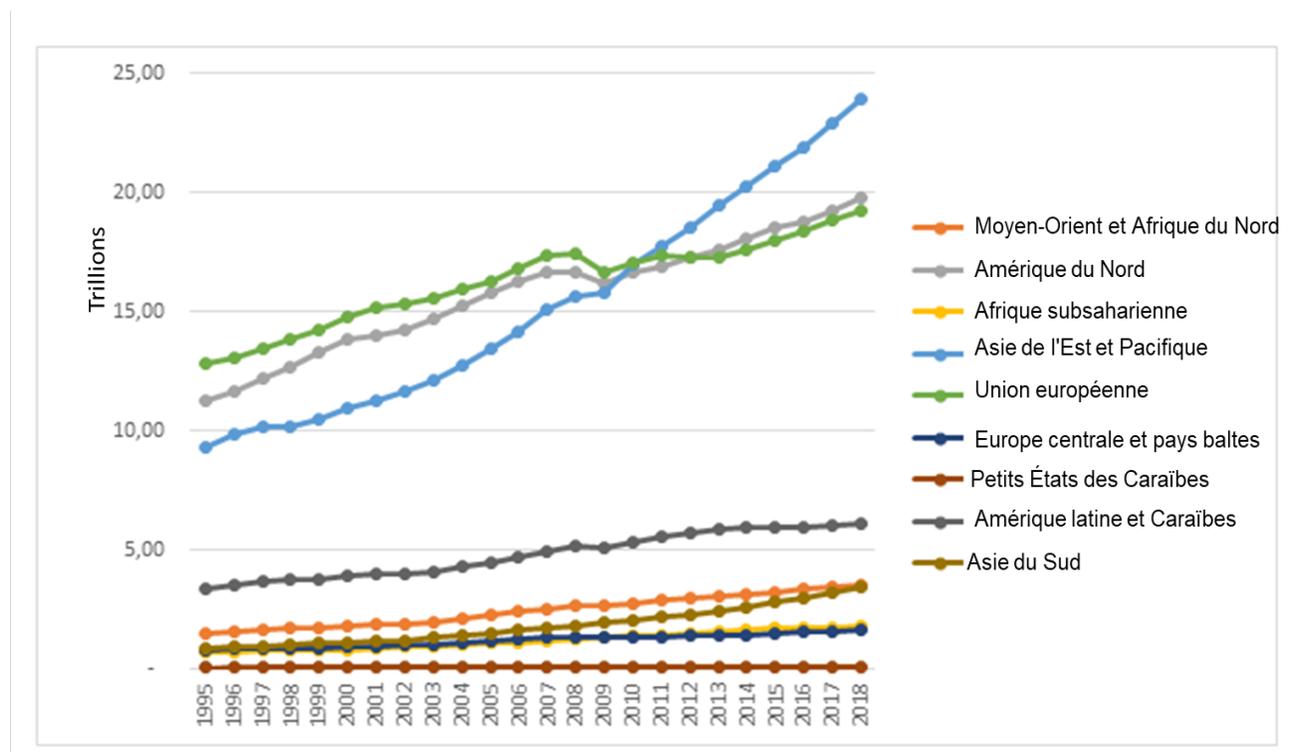
Pour participer au séminaire électronique de la G-CoP sur le thème : « *Renforcer la résilience des économies africaines : réponses des politiques macroéconomiques à la pandémie de COVID-19 en Afrique* », veuillez envoyer une réponse à africandevlopmentinstitute@afdb.org et k.urama@afdb.org

Professeur Kevin Chika Urama, FASA,
Directeur supérieur, Institut africain de développement,
Groupe de la Banque africaine de développement,
Courriel : k.urama@afdb.org;
Site Internet : www.afdb.org

Annexe 1 : Plateforme collaborative virtuelle pour la COVID-19



Annexe 2 : Produit intérieur brut par région, 1995-2018 (en USD constant de 2010)¹⁰



¹⁰ Source : Indicateurs du développement dans le monde (2020)